



Face à l'entente patrons - gouvernement : aux travailleurs de se coordonner pour organiser la riposte d'ensemble !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 OCTOBRE 2012

Mardi matin, près de 2 000 salariés de PSA, de Renault, d'Arcelor, de Sanofi, de Goodyear, de Fralib, d'Air France et bien d'autres, déterminés à montrer leur colère contre les fermetures d'entreprises, les licenciements et la mise en place d'accords emplois - compétitivité se sont rassemblés devant le Mondial de l'automobile.

Malgré plusieurs tentatives, il leur a été impossible d'entrer dans cette « vitrine » de l'industrie automobile et de son patronat car le gouvernement Hollande - Ayrault - Montebourg avait employé des grands moyens... très éloignés du « dialogue social » dont il se vante.

Le quartier était entièrement quadrillé par les CRS et les gardes mobiles qui ont passé leur matinée à arroser les manifestants de gaz lacrymogènes.

Ce gouvernement fait la preuve qu'il sait manier la matraque contre les salariés et les syndicalistes aussi bien que le précédent.

DES CRS POUR LES OUVRIERS, DES FLEURS POUR LES PATRONS

Par contre, la semaine dernière, le gouvernement a reculé devant la fronde de ces prétendus « pigeons », en fait les patrons millionnaires de start-up très prospères, prétendant être plumés par la hausse de la taxation des plus-values sur la revente spéculative d'entreprises.

Bien entendu, la présidente du MEDEF, Parisot, s'est félicitée de la déballonnade du gouvernement.

La même semaine, le gouvernement Hollande a mené la charge contre les salariés : il veut « *abaisser le coût du travail* » - cette vieille revendication patronale - par une diminution des cotisations patronales de 40 milliards. Elle serait compensée par une hausse de la CSG.

Par ailleurs, augmentations des impôts, restrictions budgétaires, coupes claires dans les services publics et les prestations sociales sont annoncées.

C'est ce que Hollande a appelé un « *budget de combat* »... mais contre le monde du travail.

Dans le même temps, gouvernement et patrons ont lancé des discussions avec les confédérations

syndicales pour leur faire avaler des « *Accords - compétitivité - emploi* », par lesquels les salariés devraient accepter le blocage de leurs salaires, la réduction des jours de congés et des horaires de travail plus flexibles.

Comme l'accord signé en juillet dernier à PSA Sevelnord par tous les syndicats, sauf la CGT.

Objectif de la direction de cette entreprise : gagner 1 000 € par véhicule produit, et supprimer près de 500 postes selon la presse, 1 000 postes selon les calculs de la CGT.

Mais aucun accord de ce type ne protégera les emplois.

Au contraire, ils condamnent les uns au chômage et les autres à la déréglementation et à l'intensification de leur travail.

NOUS AVONS LES MOYENS DE LES FAIRE RECULER

La journée de manifestations de ce 9 octobre, plutôt réussie, ne doit pas rester une simple protestation contre l'austérité et les licenciements.

Elle doit être une étape pour engager « tous ensemble » de vraies batailles.

Les luttes ne doivent plus rester isolées, chacun se battant dans son entreprise, dans son secteur, le dos au mur.

Ce que certains salariés ont tenté de faire en se regroupant devant le « Mondial de l'auto » doit être renouvelé à une plus large échelle.

Nous avons la force du nombre, et nous pouvons commencer à leur faire peur si nous sommes conscients des obstacles à franchir - y compris face à ce gouvernement qui n'est pas notre ami - et si nous ne nous arrêtons pas à au sacro-saint droit de propriété et au sacro-saint profit.

C'est notre droit à l'existence qui est en cause !

Une manifestation nationale contre les licenciements, qui pourrait viser le ministère du « Redressement productif » de Montebourg pourrait être une première étape pour un « **Tous ensemble** », pour construire ce rapport de forces nécessaire pour engager la contre-offensive du monde du travail.

SANOFI:

DES MILLIARDS SUR LE DOS DE LA SÉCU !

Après avoir déjà supprimé des milliers d'emplois ces dernières années, la direction de Sanofi a annoncé, fin septembre, la suppression de 900 autres (vraisemblablement plus de source syndicale) d'ici 2015.

Pour exiger le retrait de ce plan, 1.200 salariés du groupe - rebaptisé « Sanofric » - ont manifesté à Paris, le 3 octobre. Car du fric, il y en a chez Sanofi : près de 9 milliards de bénéfices en 2011 et des milliards en dividendes pour ses principaux actionnaires : L'Oréal et Total. Et tout cela en pompant la Sécurité sociale, par le biais du remboursement des médicaments.

Un plan de restructuration intolérable auquel il faudrait opposer comme mesure de salut public une menace de réquisition publique de Sanofi et des autres labos pharmaceutiques.

A la fois pour le maintien de l'emploi et la défense du droit à la santé !

QUESTION « COMPÉTITIVITÉ »:

ET SI ON PARLAIT DU COÛT DU CAPITAL !

Concernant la compétitivité des entreprises, Hollande et son gouvernement reprennent aujourd'hui le discours patronal et sarkozyste qu'ils fustigeaient lorsqu'ils étaient dans l'opposition : ce serait le «coût» excessif du travail qui plomberait la compétitivité.

Etrange analyse, où n'apparaît jamais le coût du capital : les milliards qui vont directement dans les poches des actionnaires ou des banques, sous forme de dividendes et d'intérêts sur les emprunts ; les milliards que rapportent aux mêmes et aux riches de tous poils les intérêts des emprunts effectués par l'Etat et les collectivités locales ; les milliards que coûtent déjà les niches fiscales et allègements divers de cotisations sociales des entreprises.

Finalement, ne serait-il pas temps de le dire : c'est le capital qui plombe l'économie, pas le travail ?

IMPÔTS: AYRAULT MENT

Si on l'écoute, seuls les riches et les grandes entreprises supporteraient l'effort fiscal prévu dans le projet de budget de l'Etat pour 2013.

Neuf foyers sur dix ne seraient donc pas concernés par les nouvelles taxes sur le tabac, la bière, le nouveau prélèvement sur les retraites, l'augmentation de la redevance télé !

Seuls les riches seraient concernés par le gel du barème de l'impôt : une mesure qui fait pourtant que toute augmentation de salaire, même si elle ne compense même pas l'inflation, conduira à une augmentation de l'impôt !

D'après le journal **Le Monde**, un célibataire sera touché dès que son salaire net dépassera 1.200 €

par mois ; un couple avec trois enfants dès que son salaire dépassera 2.780 € par mois (soit deux salaires nets de 1.390€ pour 5 personnes). Des « riches », assurément !

40 MILLIARDS DE CADEAUX AUX PATRONS : C'EST INTOLÉRABLE

Le gouvernement s'apprête à proposer une baisse de 40 milliards des cotisations patronales pour « alléger » le «coût du travail». En faisant cela, il reprend à son compte la principale revendication du patronat !

Mais cette baisse des cotisations patronales, ce n'est qu'une baisse déguisée des salaires. En effet, le salaire, c'est à la fois le salaire net et les cotisations sociales. Evidemment, ce sera à la collectivité - c'est à dire aux salariés - que l'on demandera de compenser le manque à gagner.

Voilà, une fois de plus, où mène le refus de s'en prendre au capital. Le PS reprend les recettes appliquées par tous les gouvernements depuis des dizaines d'années : baisser le «coût» du travail au nom de l'emploi, de la compétitivité. Pendant ce temps, le chômage explose, les profits augmentent et c'est la part des salaires qui baisse !

Le gouvernement peut promettre d'étaler la facture sur 5 ans pour faire avaler ce recul social. Mais en virant Sarkozy, nous avons viré sa TVA antisociale. Ce n'est pas pour accepter un recul social équivalent sous la forme de la hausse de la CSG. Une preuve de plus que ce gouvernement n'est pas le nôtre !

ILS ONT OSÉ RATIFIER LE TSCG !

Le gouvernement Hollande-Ayrault a donc réussi à trouver une majorité de députés pour ratifier le traité Merkel-Sarkozy. On sait qu'au cœur de ce texte, il y a la « règle d'or », visant à limiter drastiquement le déficit budgétaire. S'il entre en vigueur, des dizaines de milliards d'Euros seront soustraits aux services publics, à la protection sociale avec les conséquences terribles qu'on imagine.

Que les députés socialistes aient dans leur immense majorité choisi de mêler leurs votes à ceux de l'UMP pour faire voter ce texte est profondément significatif. Comment avouer plus clairement que la politique de ce gouvernement se situe dans la continuité de celle de Sarkozy ?

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique